

---

SINGAPOUR – Réunion des boursiers  
Mercredi 26 mars 2014 – 07h00 à 09h00  
ICANN – Singapour, Singapour

JANICE DOUMA LANGE: Bonjour à tous. Merci beaucoup. Maintenant ça va mieux. Si vous êtes arrivés tôt, assurez-vous d'avoir pris des écouteurs pour pouvoir écouter l'interprétation simultanée. Mettez les écouteurs. Allez-y. C'est mercredi matin. Il est 7h10, je me sens comme une maîtresse d'école avec des enfants de 9 ans. Sébastien vous attends, il va parler en français, donc il va falloir que vous mettiez les écouteurs pour que vous mettiez l'interprétation simultanée. Moi j'ai étudié le français pendant 5 ans et je n'ai jamais pu comprendre ce que Sébastien disait quand il parlait. Donc voilà, je vous conseille de mettre les écouteurs. Allez-y, tout le monde a les écouteurs. Très bien. Donc, je vais maintenant passer la parole à Sébastien.

SÉBASTIEN BACHOLLET: Bonjour. C'est presque bien. Je vais parler en français parce que je pense que c'est important quand on parle d'organisations internationales et qu'il y a des services linguistiques qui sont mis à disposition de les utiliser. Je vous promets, je sais parler un peu d'anglais aussi et si vous voulez que je vous parle espagnol, je dois pouvoir aussi mais au moins, j'utilise ma langue maternelle. Donc, je suis Sébastien Bachollet, je suis actuellement membre du Board, j'ai le siège du Board n°15 et je suis membre du Board jusqu'à la fin de cette

---

*Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.*

---

année. Je suis très content d'être ici parce que le programme qu'a mis Janice en place depuis déjà quelques années est très extraordinaire parce qu'il permet d'avoir des gens du monde entier qui viennent ensemble, qui parlent avec les autres, qui se parlent entre eux, et on s'aperçoit ensuite qu'un certain nombre d'entre vos anciens collègues font leur chemin dans les structures de l'ICANN et si j'avais rêvé de quelque chose, comme je suis arrivé à l'ICANN en 2001, c'est un programme comme ça qui m'aurait évité 2 à 3 ans pour comprendre l'organisation et comprendre comme est-ce qu'elle fonctionnait. Une des responsabilités que j'avais au Board, c'est celui de la participation publique des questions linguistiques et aussi l'organisation des meetings de l'ICANN. Le groupe de travail que je présidais a émis un rapport, il y a quelques semaines, qui est en commentaire public. Je ne vais pas vous demander d'aller participer au commentaire public, mais si vous avez bien envie, vous le pouvez bien évidemment. Si vous avez des remarques à faire sur l'organisation des meetings, je suis preneur maintenant, mais sinon vous pouvez aussi, comme je suis sûr que vous pouvez tous utiliser les technologies modernes de communication, il y a un hashtag sur Twitter qui est #ICANNMSWG. Vous savez pourquoi ICANN, MSWG est Meeting Strategy Working Group et envoyez vos commentaires. Il fait trop froid quand j'arrive à mes réunions dans les salles, j'aimerais bien qu'on puisse aller dans tels lieux de la planète, je trouve qu'il y a beaucoup de réunions ensemble... Je ne sais pas, ça dépend de ce que vous voulez dire. Voilà, je voulais juste faire cette introduction et j'aimerais bien avoir vos feedbacks et vos questions sur « C'est quoi la réunion ICANN par rapport à d'autres choses que vous faites? Est-ce que c'est utile? Est-ce que c'est compliqué? », ce que vous avez envie de raconter sur ce sujet. J'aimerais bien savoir aussi s'il y a



---

beaucoup de gens qui sont venus vous voir aujourd’hui et qui vous ont parlé en une autre langue que l’ICANNien et l’anglais. J’espère que vous avez tous, ceux qui ne parlent pas français ont entendu la traduction et pour les autres, j’espère que vous avez tous compris le français. Merci et je suis à votre disposition pour répondre à toutes les questions que vous auriez ou les commentaires, etc. A vous Mamadou.

MAMADOU:

Bonjour Sébastien. C’était bien de parler en français parce que c’est meilleur pour la communauté, comme vous l’avez dit. Hier, vous avez soulevé une différence fondamentale entre la globalisation et l’internationalisation. Je n’ai pas pu me contrôler jusqu’à ce qu’il y ait automatiquement une étude sur ça donc, si vous voulez revenir aujourd’hui sur ces deux termes qui, à mon sens au niveau de la gouvernance, sont d’une importance fondamentale parce qu’il faut que les gens comprennent exactement ce que les termes veulent dire face aux changements qui sont en cours actuellement. Merci.

SÉBASTIEN BACHOLLET:

Merci. On rentre dans des questions politiques tout de suite. Le problème d’utiliser des mots et de savoir ce qu’il y a derrière et qu’on soit d’accord avec ces mots et leur traduction, parce que c’est facile aujourd’hui de dire « internationalisation » en français, en anglais, en espagnol et je ne sais pas pour les autres langues mais c’est le même mot parce que tous les gouvernements l’utilisent, parce que ça veut dire entre les nations et donc, les gouvernements aiment bien les choses qui sont entre les gouvernements et entre les nations. Quand on veut



---

essayer de parler de choses plus complètes, plus mondiales, plus globales, on a du mal à trouver un mot qui est acceptable par tout le monde. Si je parlais français et utilisais le mot, j'utiliserai le mot « mondialisation », mais ça a immédiatement une connotation très économique et on n'aime pas la mondialisation parce que le transfert des emplois d'un pays à l'autre... mais c'est quand même ça que l'on veut, c'est une structure qui permet à tous les citoyens de ce monde d'être partie prenante. Donc, le mot en anglais qui se traduit le mieux, c'est quand on parle de globe ; le globe étant le monde. C'est la globalisation. Pour moi la globalisation englobe l'internationalisation. Ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un étant à l'intérieur de l'autre puisque notre objectif est d'avoir la participation de tous. Il y a souvent des gens qui expliquent, y compris les gouvernements, moi je dirais y compris l'ensemble des utilisateurs du monde, donc il faut qu'il y ait l'ensemble des structures, l'ensemble des acteurs qui participent à cette globalisation et ça s'applique particulièrement à la question qui s'applique en face de nous sur la globalisation de l'ICANN. Vous vous êtes bien endormis ce matin. Je vous réveille pour que, au prochain, vous me posiez plein de questions difficiles mais... Oui madame.

KATHY:

Je m'appelle Kathy. C'est mon nom en anglais. Bonjour, je viens de la chine, je suis avocate, je travaille à [?]. Ma question est la suivante. Dans cette communauté, je me suis rendue compte qu'il existe une structure légale et juridique, et j'aimerais savoir comment je peux participer à ce groupe de travail et quel est le contenu de ce groupe de travail?



---

SÉBASTIEN BACHOLLET: Je ne suis pas sur d'avoir compris la question. Quand tu parles qu'il y a une structure juridique, oui il y a une structure juridique à l'ICANN mais j'ai l'impression que tu parles d'un groupe de travail spécifique qui s'occupe des questions de structure légale. Est-ce que tu parles du Global Advisory Committee? Excusez-moi, du Comité de Conseil sur la Globalisation lié à quelle évolution de l'évolution légale de l'organisation?

Je comprends que c'est de celui-là dont tu parles. C'est une question qu'on avait sur la table. On avait 5 ou 6 questions sur la table ; celle de... (Si je m'écoute ça ne va pas du tout). La question sur les questions de la globalisation, il y a eu une question autour de la globalisation de l'organisation, la question de l'Affirmation of Commitment, les engagements que l'ICANN prend. Ce sont deux sujets qui vont être continués et qui vont devenir un travail multi-acteur. Les autres groupes de travail vont être mis au moins en sommeil, ou même disparaissent parce que la communauté nous a beaucoup posé de questions et je trouve qu'il y a beaucoup de choses qui vont en parallèle, il y a trop de choses et trop de sujets, et donc il faut faire des choix. Donc celui qui s'appelait la Globalisation Rope tu support ICANN and Globalization Efforts, il y en a ceux qui paient la structure juridique, il n'est pas mis en activité pour l'instant. Donc, si c'est de celui là dont tu parlais, c'est un peu tôt, si c'est d'autre chose, alors je n'ai pas bien répondu.



---

JANICE DOUMA LANGE: Sébastien, je voudrais vous présenter George Sadowsky et d'autres membres du conseil d'administration pour ne pas perdre de temps et puis nous allons traîter d'autres commentaires.

GEORGE SADOWSKY: Merci, je vais parler en anglais. Je veux faire cinq commentaires, très rapidement. Quand j'ai rejoint l'ICANN, je venais du monde de l'informatique. Je travaillais à l'université dans les années 70 ou 80, probablement avant que vous soyez nés. Je travaillais déjà au transfert technologie entre différents pays, en Afrique et ailleurs. Ce qui m'a surpris et ce qui m'a motivé à continuer dans cette organisation, c'était le fait de constater que n'importe quel pays se battait contre ce que l'on appelle la pauvreté de l'information, c'est-à-dire l'incapacité d'accéder à l'information pour résoudre un problème. L'ICANN fait partie d'un écosystème plus grand, c'est-à-dire à l'écosystème de l'internet et possède des responsabilités spécifiques mais il y a d'autres acteurs l'IETF, l'Internet Society, etc. Je suis sûre que vous connaissez déjà ces organisations. L'ICANN a un mandat limité qui est très important. Nous sommes maintenant dans une étape fascinante de l'ICANN parce qu'elle a la responsabilité de l'infrastructure de l'internet, c'est-à-dire les noms et numéros qui nous permettent de passer d'un endroit à l'autre sur Internet. Donc, je vous disais que le monde nous regarde, le monde regarde cette infrastructure et il y a des questions par rapport à savoir à qui appartiennent ces structures ou qui supervise ces structures, et quel sera l'évolution au bénéfice de tous les habitants de la planète. Ce dialogue devient de plus en plus important, vous connaissez déjà ce qui se dit par rapport à l'annonce de NTIA et nous, en tant que



---

communauté, il nous faut répondre à ces questions et nous assurer que l'Internet puisse se développer. Il y a la question de la gouvernance qui est aussi soulevée, à savoir le modèle multipartite ou multi acteur et chaque partie prenante, chaque secteur, chaque groupe, vous pouvez choisir le terme que vous voulez pour les appeler, chaque groupe est intéressé au développement d'un processus, d'une institution ou d'une idée. Donc, chaque groupe peut contribuer à la résolution du problème et au développement du processus, ainsi qu'à l'évolution de la technologie, etc. Il y a différentes façons de multipartisme, ce qu'on appelle les instances de ce modèle. Il a des avantages et des désavantages, c'est un modèle nouveau que nous sommes entrain de tester en quelque sorte mais qui devient une bonne organisation pour faire ce que nous voulons. Vous êtes entrain de voir les premiers pas de cette organisation, qui j'espère aura une vie assez longue. Pourquoi faut-il être ici à l'ICANN? Parce que c'est très intéressant, parce que vous pouvez faire une différence au niveau de vos propres pays et au niveau mondial, si l'on pense à la façon dont ces structures de navigation évoluent, et pour voir comment nous pouvons améliorer les choses pour tout le monde. Vous êtes membres de ce groupe de boursiers et c'est une excellente expérience. J'espère que vous allez revenir dans vos pays, que vous allez faire en sorte que d'autres personnes puissent rejoindre l'ICANN, puissent participer en faveur de l'Internet dans leurs propres domaines pour aider les gens à comprendre l'évolution d'Internet et quel est l'évolution de cette gouvernance d'Internet. Je vais m'arrêter là.



---

JANICE DOUMA LANGE: Je pensais que tu t'emballais un peu. Je prenais note pour un programme futur. Pourquoi devrait-on participer à l'ICANN? Je pense que quand vous arrivez ici, que vous commencez à participer à ces séances et que vous commencez à faire partie de ce rythme un peu effréné, vous vous rendez compte vous allez dans un groupe de travail, vous allez dans un autre groupe, et il y a des gens qui vous appellent à des heures un peu bizarres de la journée, vous vous demandez: « Qu'est-ce que j'ai fait? Pourquoi je me suis engagé? ». C'est toujours positif mais il faut quand même se poser la question. Pourquoi je suis à l'ICANN? Pourquoi je participe au travail de l'ICANN? Quand vous allez revenir chez vous, je pense que vous aurez trouvé de meilleures réponses. Nous sommes, en quelque sorte, des enseignants. Il y a différents enseignants dans cette salle. Vous commencez à être des enseignants, vous commencez à comprendre la valeur des choses, vous pensez à vous-même et vous dites: « Ah d'accord ». Moi j'ai beaucoup appris. Je me posais cette question et maintenant j'ai mieux compris et je vais apprendre aux autres ce que j'ai pu comprendre. Je ne sais pas s'il y a d'autres commentaires pour George ou pour Sébastien. Raoul?

RAOUL: Bonjour, je suis Raoul [?] de l'Inde. C'est la première fois que je participe en tant que boursier. C'est ma première fois à une réunion de l'ICANN et ça a été une excellente expérience. Ma question est la suivante. Tout au long de 3 jours, j'ai pu apprendre par rapport à différentes unités constitutives, à différentes activités mais je n'ai pas vraiment pu déchiffrer lorsqu'il s'agit de normes et de protocoles. Quel est le rôle de différentes institutions, l'IETF, l'Internet Society, l'ISOC. Comment



---

participent-elles dans le développement de protocoles à différents niveaux? Le travail d'une institution comment se différencie-t-il du travail des autres institutions?

PATRIK FÄLSTRÖM:

Je me trouve justement dans la salle, après je répondrais avec plus de détail au monsieur qui posait la question. La différence entre les différentes organisations qui se consacrent à l'élaboration de normes est la façon dont ils arrivent à un consensus. C'est ça la principale différence. Comment arrive-t-on à un consensus au sein de l'ISOC ou de l'ALAC. Toutes ces institutions ont différents moyens d'arriver au consensus. Vous allez trouver que dans ce groupe, il y a aussi différentes façons d'arriver à un consensus ; lorsqu'ils décident de ce qu'ils vont faire le matin ou le soir ou entrain de prendre un café. L'important est que chacun de ces groupes a développé un processus pour arriver à un consensus. Si l'on regarde l'IETF par exemple, ils commencent de la façon suivante: Tout le monde participe à une liste d'échange ou de diffusion dans un groupe de travail, et quand celui-ci arrive à un accord ou à un consensus, ils mettent en place un processus où tous les participants peuvent présenter des objections par rapport au document qui a été pré approuvé. Cela ressemble un peu à la consultation publique qui est utilisée au sein de l'ICANN. Il y a donc une certaine similitude.



---

RAOUL: J'ai une question qui découle de ce que vous venez de dire. L'EWD fait aussi des protocoles. Comment les standards et les protocoles vont-ils être développés? Pardon, c'est la IEEE.

PATRIK FÄLSTRÖM: Oui. Les institutions qui sont consacrées à l'élaboration des normes et des protocoles se réunissent et décident quel degré de maturité devrait avoir un document dans une organisation pour qu'il puisse servir de point de référence pour une autre organisation. Dans l'IETF, il y a des versions préliminaires de documents qui ne peuvent pas être utilisés en tant que références mais après, ces documents deviennent des RFC, c'est-à-dire des appels à commentaires qui peuvent être pris comme des documents de références. L'UIT, l'IETF et l'ISOC ont des accords par rapport à la façon dont ils procèdent. Il y a aussi des accords avec l'IEEE. J'ai travaillé en tant qu'agent de liaison entre l'UIT et l'IETF pendant plusieurs années, je coordonne toujours des groupes entre ces deux institutions.

NON-IDENTIFIE: Il serait très utile pour moi d'avoir plus de précision sur la façon dont les politiques sont refusées ou approuvées par le conseil d'administration. Je suis boursier du Dakar en Sénégal. Je viens de poser ma question.

GEORGE SADOWSKY: Le conseil d'administration n'élabore pas de politiques. En général, il s'agit d'un processus ascendant, qui part du bas vers le haut, c'est-à-dire que par exemple, la GNSO propose une politique à travers un processus



---

de développement de politiques, le conseil d'administration examine cette politique qui a été proposée et à ce moment-là, le conseil d'administration examine le processus à travers lequel la politique a été créée. Si toutes les parties intéressées du processus ont eu l'occasion de représenter leur contribution, alors la politique est approuvée. Parfois, le processus peut être retardé à cause de certains problèmes mais en général, c'est un processus ascendant qui va du bas vers le haut.

SÉBASTIEN BACHOLLET:

Je trouve que c'est un peu cours de dire que le Board ne fait pas de politique parce qu'où sont les représentants de l'ensemble des acteurs de l'organisation? Il n'y a qu'un seul endroit, c'est au Board de l'ICANN. A moment donné, quand il y a des choses qui sont discutées dans différentes parties de l'organisation, il y a eu bien évidemment des tentatives de groupes de travail incluant plus de parties mais à la fin, il y a un avis qui est rendu par le GAC sur une politique faite par le GNSO et un avis rendu par ALAC sur une politique faite par le même GNSO. Soit on fait 10 ans d'aller-retour pour qu'on mette tout le monde d'accord, soit le Board peut aussi avoir un rôle. Je sais bien que le discours officiel est que le Board ne fait pas de politique mais, entre le discours officiel et la réalité, c'est qu'il y a bien un moment où il faut tenter de mettre les uns et les autres d'accord autour d'une table éventuellement, et donc le Board a un rôle de facilitateur de définition de politiques globales pour l'organisation.



---

GEORGE SADOWSKY: Je voulais tout juste ajouter un commentaire. Je dois quitter la salle pour aller dans une autre réunion mais si vous voulez continuer à discuter avec moi, n'hésitez pas de me contacter dans les couloirs et je répondrais à vos questions avec plaisir. Merci.

SÉBASTIEN BACHOLLET: Je vais laisser Patrik tout seul comme un grand (rires). Merci à tous et bonne fin de meeting. Evidemment, ce n'est peut-être pas la peine de le dire mais vous pouvez attraper qui vous voulez dans le couloir et discuter avec lui, je suis à votre disposition quand vous voulez. Merci d'être venus, vraiment, merci d'avoir passé du temps dans cette organisation, c'est un premier rassemblement pour certains d'entre vous mais ce ne sera pas la dernière fois. Donc, bienvenue. (Acclamation)

PATRIK FÄLSTRÖM: Bonjour. Ce n'est pas la première fois que nous nous retrouvons, on se connaît déjà. La plupart d'entre vous ont participé à la réunion du comité consultatif de la sécurité et la stabilité. Aujourd'hui, je voudrais vous expliquer plus formellement ce que je fais et qui je suis au sein de l'organisation, et pourquoi est-ce que je considère qu'il est important que vous assistiez aux réunions de l'ICANN. Je m'appelle Patrik Falstrom, je travaille dans une organisation à but non lucratif en Suède formé par 50 personnes. Nous sommes chargés du point d'échange de l'Internet en Scandinavie, et nous sommes probablement le quatrième fournisseur le plus important de points d'échanges d'Internet dans le monde entier, sans compter les points d'échanges de l'Internet dans les



---

Etats-Unis. Nous sommes aussi responsables de la lettre I de serveurs racine, ainsi que de l'administration du DNS pour 45 ccTLD du monde. Nous avons des serveurs de nom dans 55 sites de la planète. Nous sommes également responsables de la distribution du temps en Suède. Quand quelqu'un en Suède veut savoir l'heure, on envoie des questions à nos serveurs. Maintenant, je reçois des questions de personnes qui me disent: « J'arrive en retard dans une réunion, pouvez-vous changer l'heure pour que je puisse arriver à temps? », je ne peux pas vraiment le faire, c'est quand même trop de travail, mais comme nous sommes une petite organisation de 15 personnes, c'est comme ça que ça se passe. Notre travail inclut également de participer à l'ICANN et c'est là où nous sommes en ce moment. Je préside le comité consultatif sur la sécurité et la stabilité depuis déjà 4 ans, c'est ma quatrième année et il y aura prochainement des élections pour choisir un nouveau président. Si les membres du SSAC sont contents avec moi, je serai probablement président encore une fois. On verra.

Alors, qu'est-ce que le comité de sécurité et de stabilité? Vous comprenez déjà quelle est la différence entre les organisations de soutien qui s'occupent du processus de développement de politiques et le comité consultatif qui donne des conseils? Nous sommes un parmi ces comités. Si vous regardez l'écran avec notre charte, vous lisez que le SSAC donne son avis à l'ICANN sur des questions ayant trait à la sécurité et la stabilité au système d'attribution des noms de l'Internet qui inclut des questions opérationnelles, des questions ayant trait à la fiabilité des opérations du système racine, des questions administratives d'attribution d'adresses et de numéros sur Internet et des questions d'enregistrement ayant trait à des services des opérateurs de registres



---

et des bureaux d'enregistrement. Le SSAC participe aux analyses de risques et des menaces au service d'attribution de noms sur Internet pour voir où sont les menaces pour ce qui est de la sécurité, ainsi que donner son avis à l'ICANN en conséquence. J'aurais pu vous dire cela avant la réunion d'hier. Les questions que vous avez posé hier nous aident à comprendre ce que vous pensez que nous faisons, ce qui à trait à la sécurité mais comme vous voyez, nous nous occupons de bien plus d'autre choses. Par exemple, le DNS est très important avec les opérations du DNS, nous nous occupons aussi des questions opérationnelles, des questions d'enregistrement et notamment tout ce qui pourrait avoir un impact sur la sécurité, la stabilité et la résilience de l'Internet depuis la perspective de l'ICANN.

A ce jour, on est 40 membres dans le SSAC et on peut faire partie de ce comité en présentant sa candidature pour devenir membre. Vous devez garantir une qualité ou des capacités que le SSAC n'a pas en ce moment. Notre objectif est de préparer des rapports utiles pour la communauté. Quand j'étais président, nous préparions 4 rapports annuels. J'ai voulu faire 6 rapports annuels et à ce jour, on en a fait 8. Nous avons donc doublé notre production depuis que je suis le responsable du comité présidé par monsieur Steve Crocker, bien entendu. Ce n'est pas seulement moi qui aie réussi à faire tout ce travail, c'est le SSAC dans son ensemble qui travaille avec l'ICANN. De cette manière, c'est plus facile que notre comité participe à la réalisation de rapports. Avant d'être le président du SSAC, le comité participait davantage à des débats, ce qui positif dans une certaine mesure mais si on se concentre sur le conseil, c'est justement mieux et c'est ce que nous faisons. Nous fonctionnons comme ça. Nous avons des petits groupes de travail, on ne



---

les appelle pas « working groups » en anglais mais groupe de travail en définitif, c'est la même chose. Les derniers rapports ont trait aux attaques de déni de services en utilisant le DNS et d'autres types de protocoles et comment aborder la résolution de nom de domaine d'une des applications informatiques et voir comment les recherches impactent la stabilité de l'Internet. Ce sont des questions et des rapports extrêmement techniques pour les gens communs, disant. Il y a beaucoup de gens qui utilisent les ordinateurs tous les jours et ils ne comprennent pas nos rapports. Nous faisons ça exprès, ce que nous faisons c'est écrire des rapports qui intéressent les différentes parties de la communauté et si vous avez fait un bon rapport, nous pouvons l'utiliser comme point de référence. Il y a deux ans, nous avons vu le nombre de consultations sur nos rapports sur Google, il n'y en avait pas tellement, nous avons donc analysé la question et nous avons essayé d'écrire des rapports dans un langage plus générique pour que tout le monde puisse les comprendre. Nous avons fait un essai et nous avons vu les résultats. Nous nous sommes dits: « Ecrivons un rapport pour le gouvernement et nous allons utiliser le langage des gouvernements. Nous allons écrire un rapport à la communauté technique avec le langage des ingénieurs. Notre rapport pour la communauté ALAC doit être écrit par le langage utilisé par cette communauté-là», et ça a été vraiment mieux. Alors, si vous voyez que nos rapports les plus récents sont difficiles à comprendre, ceci est dû probablement à ce que le rapport n'est pas dirigé à l'organisation qui essaie de lire ou de comprendre ce rapport-là. Ce que nous faisons, c'est de voir quelles sont les recommandations du rapport. Pourquoi? Parce que tous nos rapports contiennent des recommandations très importantes. Des fois, on demande au conseil d'administration de



---

l'ICANN d'adopter des décisions très spécifiques où nous conseillons le GAC de faire quelque chose de très spécifique. Quand on fait cela, qu'est-ce que l'on fait? Nous visons les recommandations qui sont ciblées à des organisations spécifiques pour garantir que le langage du rapport puisse être compris par le public auquel il est adressé. Cela veut dire que nous faisons des rapports qui, par exemple dans le cas des deux derniers, une grande partie de la communauté ne comprend pas. Des fois, c'est important que la communauté comprenne nos rapports. Par exemple, dans le n° 64 du rapport, on donne des recommandations importantes à ceux qui ne produisent pas des matériels et des logiciels de bonne qualité, à notre avis. Ce qui inclut les téléphones portables, les fournisseurs de ce genre de produits, de matériels et de logiciels. Pourquoi devraient-ils faire attention à nos recommandations? Parce que leur objectif est de gagner de l'argent, augmenter le revenu pour leurs actionnaires, et la seule manière d'y parvenir est que les utilisateurs de leurs produits soient ceux qui obligent les fabricants à changer ce qu'ils font en ce moment. Donc, nous donnons des recommandations techniques aux fournisseurs mais, au même temps, nous donnons des recommandations aux utilisateurs ordinaires et aux acheteurs de produits pour qu'ils puissent dire au fabricant de changer le produit. Pendant les 6 derniers mois, nous avons travaillé avec l'équipe de communication de l'ICANN et nous sommes arrivés à l'accord suivant. Dès aujourd'hui jusqu'en mai, on va faire des podcasts et des vidéos dans lesquels nous expliquons le contenu de nos rapports. Nous allons diviser ce que nous produisons de manières différentes. De part, il y aura les rapports qui sont adressés au public spécifique, qui est la cible des recommandations, et parallèlement, nous allons encore faire une autre communication normale pour un public plus vaste. Par



---

exemple, dans le cas de ces fournisseurs, nous allons nous adresser à leur public en général et aux utilisateurs finaux. Voilà ce que nous faisons pour augmenter la qualité des recommandations par rapport à des produits dans ce cas en particulier et nous pouvons aussi avoir accès à plusieurs mécanismes. Merci.

JANICE DOUMA LANGE:

Très bien. Je pensais à la question des podcasts. Tout au long depuis que je suis à l'ICANN, ce que nous faisons c'est publier ou faire ce type d'annonces que l'on pourrait trouver sur le mur d'une salle de bain publique. Si vous excusez mon analogie, ce type de publicité, nous avons publié ça pour nous seulement. Comment fait-on pour que ce message puisse arriver au-delà? Patrik nous a dit qu'il travaille avec l'équipe de communication, je demande à cette équipe où vont-ils publier ces informations pour s'assurer que ces informations puissent aller au-delà des gens qui ne connaissent pas le site web de l'ICANN, parce que moi-même, j'ai des membres de la famille qui ne savent pas comment arriver au site web de l'ICANN, alors je voudrais savoir quelles sont vos stratégies.

PATRIK FÄLSTRÖM:

Nous n'avons pas établi tous les détails. Nous avons commencé à travailler avec Duncan et en communication, c'est lui notre personne de contact. Jusqu'à présent, nous avons établi un délai de travail pour voir la fréquence de nos communications, comment on va faire la production, etc. Par exemple, au début de mai, nous aurons une réunion à Washington où se trouve l'équipe de Duncan et nous allons



---

essayer de résoudre toute la question logistique de la communication. Nous ne travaillons pas encore dans la publication mais, avec plaisir, je vais recevoir vos suggestions et vos commentaires pour pouvoir les transmettre à l'équipe de Duncan et voir comment mettre en place cela. Sébastien et moi travaillons aussi ensemble pour que l'information soit accessible à un public plus vaste dans plusieurs langues. Le SSAC encourage la traduction de ces documents, je dois admettre que je suis l'une des personnes de la communauté de l'ICANN qui se demandent toujours si c'est mieux de consacrer de l'argent à la traduction ou à l'interprétation. Peut-être faudrait-il choisir l'une ou l'autre de ces ressources. Aujourd'hui, nous avons des services d'interprétation comme par exemple dans cette séance, mais peut-être en réalité, ce serait mieux de consacrer davantage d'argent à la traduction parce qu'il faut penser à ces questions aussi difficiles. Nous voulons bien sûr les deux services mais des fois, il faut établir des priorités. Par exemple dans cette réunion, il est important d'avoir l'interprétation simultanée pour le forum public et pour la réunion du conseil d'administration, c'est important d'avoir aussi un service d'interprétation mais peut-être pas pour toutes les réunions que nous faisons. Nous pourrions traduire beaucoup plus des documents. Il y a des rapports les plus connus qui sont traduits mais comme nous n'avons pas suffisamment de budget pour traduire tout ce que nous faisons, nous publions le rapport en anglais et si les gens demandent les traductions avec suffisamment de demandes, alors on demande la traduction. Là, je vais travailler avec Janice avec beaucoup de plaisir pour voir quelles sont les manières les plus efficaces de diffuser ce deuxième canal d'information. Outre les rapports, ce deuxième canal adressé à ceux qui ne sont pas les destinataires originaux du rapport.



---

ANTHONY NIGANII: Bonjour, je m'appelle Anthony Niganii. Quand nous parlons de traduction et d'interprétation dans le processus, vous avez commencé à analyser comment vous pouvez penser à l'accessibilité pour ceux qui sont handicapés, ou qui ont des problèmes auditifs ou visuels?

PATRIK FÄLSTRÖM: Pour ce qui de l'accessibilité en termes généraux, je peux vous donner deux réponses. En premier lieu, les rapports du SSAC sont inclus dans l'accessibilité. Quand on travaille sur l'accessibilité, vous devez connaître [MILA?] de l'Australie, moi je viens de la Suède et nous sommes connectés. Dans les rapports, nous n'avons que du texte et nous voulons produire ces rapports comme textes alors, les outils utilisés par les personnes affectées de cécité ou ayant plus de difficulté, mais quant à l'accessibilité en général, il y a des questions que nous n'avons pas encore pu aborder. On donne la priorité à la robustesse et à la sécurité permettant la communication elle-même parce que si on ne peut pas communiquer, peut importe parce qu'il n'y a pas d'accessibilité, on se concentre donc à envoyer des paquets IP entre deux points, et puis il faudra s'assurer d'envoyer les bits d'une manière que les deux parties puissent se comprendre entre elles. Je ne suis pas content avec le travail que nous avons fait du point de vue de l'accessibilité jusqu'à présent mais l'un des motifs pour lesquels on établit les priorités au SSAC c'est parce que nous croyons que d'autres parties de l'ICANN s'occupe de la question, mais s'il n'y a pas d'accessibilité, ce la veut dire qu'ils ne font pas bien leur travail. Vous devez avoir entendu parler du Centre d'Information des Marques

---

Commerciales, il y a beaucoup de détail sur la manière d'entrer dans ce centre pour les caractères non-ASCII, et on n'est pas satisfait parce que ce centre n'a pas tenu compte des caractères non-ASCII, absolument pas. Les gens ont enregistré leurs marques commerciales et il n'y avait pas de soutien pour les noms de domaine internationalisés. Alors, il fallait s'occuper de ces questions. Finalement, on a commencé à travailler là-dessus. Il y a deux semaines, j'ai reçu la première note des gens qui travaillent au Centre des Marques Commerciales, qui se proposaient de travailler pour mettre à jour les règles. On n'a pas encore fait la mise à jour mais je vous des changements positifs à cet égard. En général, notre conseil apparait lorsqu'il y a quelque chose que l'ICANN ne fait pas bien. La question de l'accessibilité, cela fait que je consacre du temps à la question.

NON-IDENTIFIE:

Je viens du Malawi. Je voulais vous demander spécifiquement par rapport au comité et à l'opération du comité SSAC. Vous travaillez aussi avec le secteur privé et avec les entreprises ; ceux qui s'occupent de la sécurité et comment apportent-ils l'information à votre comité. Je voulais savoir si vous donnez la priorité au fait de faire parvenir vos conclusions au conseil d'administration et vous recevez des constructions du conseil, vous avez la possibilité de vous réunir avec le conseil, que vos rapports soient acceptés ou pas, si vous devez analyser encore une fois vos rapports compte tenu des questions de sécurité qui sont importantes, on parle ici de la sécurité et de la stabilité de l'Internet.



---

PATRIK FÄLSTRÖM:

Pour ce qui est de la sécurité et de la manière dont nous obtenons nos informations au sein du SSSAC, je crois que nous sommes maintenant le seul groupe à mener des réunions closes. Personne d'autre ne participe, nos règles sont très strictes. Il n'y a que les membres du SSAC qui peuvent participer, pas d'autres parties de l'ICANN parce que nous essayons justement des questions d'incidences d'information liées à la sécurité, ce sont des questions vraiment sensibles. La moitié des membres du SSAC sont des membres d'une communication très restreinte en termes de la sécurité de l'Internet. Nous devons partager l'information entre nous et produire des rapports qui sont complètement secrets jusqu'à ce qu'ils sont publiés. Je vais vous donner des exemples. Premièrement, il y a eu des trouvailles sur une possible complication avec le DNS. Nous avons partagé la question avec nos comités, on étudie encore ce qui s'est passé. Dans le domaine de sécurité, on a utilisé un protocole dénommé le protocole TLP, et ce TLP en rouge veut dire que cette information ne peut être partagée avec personne. Jaune veut dire que l'on partager cette information si nécessaire sans entrer dans le détail et vert signifie que l'information peut-être partagée. Pendant la première partie du jour, le code c'était TLP rouge. Voilà le type d'informations que nous abordons, je n'étais pas très à l'aise en tant que président parce que je ne voulais pas avoir le TLP rouge dans ma liste de diffusion du SSAC mais il emblerait que ce qu'il y a maintenant est une nouvelle attaque pour un problème très connu. Alors, pour répondre à votre question, je vous dis la chose suivante. Comme nous travaillons dans un groupe très fermé, nous pouvons voir ce type d'informations et on ne peut pas la diffuser ou la partager avec d'autres. Pour ce qui du conseil, quand on fait un rapport, nous le partageons avec le conseil pendant 48 heures avant de le



---

publier. Ceci donne la possibilité au conseil de se préparer pour une possible réaction du public, mais nos recommandations au conseil sont faites de manière isolée. Cela veut dire que le conseil choisit d'agir ou pas sur nos recommandations. Il est possible que le conseil décide de ne pas suivre les recommandations du SSAC. Nous avons travaillé avec le conseil pour développer un mécanisme selon lequel on peut faire le suivi de nos recommandations. Je vais vous le montrer sur l'écran. Nous pouvons accéder au site correspondant pour vous montrer ce que le conseil peut faire. Le conseil peut mettre en place la recommandation, le conseil peut ignorer notre recommandation ou essayer de résoudre le problème autrement. Là, vous avez toute l'information des démarches qui ont été suivies. La résolution et conseil puis « Advice to the Board » en anglais, conseil au conseil d'administration. Vous pouvez voir ici abus de DNS, là vous avez une recommandation identifiée par un chiffre déterminé. Vous avez la date... Voici SSAC et ALAC, là sur la colonne centrale vous voyez que c'est eux. Vous avez la recommandation 1 à droite, le fait de travailler avec une communauté Internet élargie, etc. Puis vous voyez qu'il y a des informations supplémentaires du conseil de l'ICANN et la date de fin de la recommandation. Cela pour vous montrer et faire le suivi des activités du conseil par rapport à nos recommandations. Nous pouvons voir l'état des démarches. Bien que nous soyons un comité consultatif, le comité n'est pas obligé à faire ce que nous proposons. Ce que le conseil doit faire c'est de réagir d'une certaine manière, c'est-à-dire décider que le conseil ne veut pas mettre en place les recommandations et que le conseil peut arriver à d'autres types de conclusions.



---

NON-IDENTIFIE: L'autre partie liée à la participation du secteur privé.

PATRIK FÄLSTRÖM: Dans le cadre de notre recherche pour les membres voulant intégrer le SSAC, nous nous assurons d'avoir un ensemble complet des membres venant de différents secteurs, à savoir les organismes d'application de la loi, la sécurité, le secteur privé, les compagnies d'assurance, etc. qui sont des membres du SSAC. Ils ne vont pas interagir avec eux parce qu'ils appartiennent déjà au SSAC. Historiquement, il y a l'application de la loi, il y a quelqu'un du département de la sécurité interne, il y a aussi l'organisme du crime organisé du Royaume-Uni. Il y a aussi le FBI, le [MOG?] Chris, il y a des fondateurs du [MOG?]. Il y a le SSAC aussi, il y a des représentants de ces organisations d'application de la loi. Je donne aussi du conseil au gouvernement de la Suède depuis plusieurs années. On veut s'assurer que le SSAC puisse avoir toutes ses chambres de connexion.

JANICE DOUMA LANGE: Tu parles de la demande des membres alors cela vise à garantir la diversité, le fait d'avoir des connaissances techniques... Vous allez recueillir des membres avec des connaissances très diverses.

PATRIK FÄLSTRÖM: Oui, il y a des gens qui connaissent bien le DNS au sein du SSAC. Pendant les dernières années, il y a eu des applications très intéressantes, des experts en la matière qui ont été rejetés parce que nous n'avons plus besoin de plus d'experts au sein de la SSAC par



---

rapport au DNS. Il y a d'autres compétences. Julie Hammer, qui est la liaison pour l'Australie et qui vient de l'environnement de l'application de la loi, nous a rejoints parce que nous avons besoin de ce genre de capacités. Il y a des objectifs secondaires, le bilan des genres, la diversité linguistique. Donc, elle nous a rejoint et a apporté cette diversité. Elle vient de l'Australie et vous savez que là on ne parle pas en anglais. Il y a d'autres critères qui font que ces personnes puissent nous rejoindre au sein du SSAC.

JANICE DOUMA LANGE:

Nous allons donc avoir à clôturer cette séance parce que Patrik doit arriver dans une autre session et il y a encore deux orateurs. Merci Patrik de ta présentation. Si vous avez plus de questions, nous allons vous les faire parvenir par courrier électronique et vous pouvez donc lui envoyer vos consultations. Merci. Tony, s'il te plaît, si tu veux passer. C'est Tony Holmes, président de l'Unité Constitutive des Fournisseurs de Services Internet.

TONY HOLMES:

Bonjour à tous. C'est un privilège pour moi d'avoir l'opportunité de vous parler sur les fournisseurs des services Internet de connectivité pour vous raconter comment nous travaillons et comment nous réagissons au sein de l'ICANN. Je suis sûr que vous avez eu beaucoup de présentations d'autres unités constitutives et donc, vous savez plus ou moins comment les différentes parties travaillent ensemble. Nous sommes une unité constitutive de la GNSO, nous faisons partie des groupes multipartites avec des unités constitutives comme celle de la



---

propriété intellectuelle et des utilisateurs commerciaux. Nous nous focalisons dans les différentes unités constitutives sur des questions qui puissent nous permettre d'arriver à un certain équilibre. Si vous venez de ce domaine des fournisseurs de services Internet, est-ce qu'il y en a un qui appartient à ce domaine là? Celui des fournisseurs et de services Internet et de connectivité. Merci, je vois qu'il y a une personne. Comme nous faisons partie de la GNSO, nous sommes impliqués dans l'élaboration de politiques mais le fonctionnement de notre groupe est assez unique parce que ce groupe inclut les grands fournisseurs de services Internet et nous avons également les petites entreprises de fournitures de services Internet. Comment faisons-nous pour travailler avec les différentes associations, où sont réunis les fournisseurs au niveau régional et nous utilisons ces moyens de communication avec eux pour pouvoir faire participer des plus petits fournisseurs en tant que membre direct de notre unité constitutive. Par exemple en Amérique du Sud, il y a de grands fournisseurs de services Internet, par exemple [CABASSE?] mais il y a aussi des fournisseurs plus petits et il y a d'autres fournisseurs de services Internet, des FSI qui offrent d'autres services dans d'autres endroits du monde et en Amérique et qui fournissent aussi des services d'enregistrement. Donc, il y a une interaction au sein de l'ICANN qui peut être assez singulière, cette spécificité apporte un certain équilibre de discussion. Très souvent, les politiques qui sont développées au sein de l'ICANN affectent les FSI (Fournisseurs de Services Internet) plus loin dans le temps. Par exemple, s'il y a un plan d'élargissement, l'impact pour nous aura lieu quand ces noms seront déjà délégués dans la racine. Vous allez comprendre que les Fournisseurs de Services Internet proposent une infrastructure, et



---

dans les rapports que nous avons avec nos clients, nous leur fournissons un accès Internet.

Quand les choses se passent mal, c'est normalement les FSI qui reçoivent les premiers appels ou les premières plaintes et qui sont notifiés du fait qu'il y a une panne. Cela nous donne une perspective assez différente par rapport aux choses. En ce moment, un sujet sur lequel on se focalise même si ce n'est pas surtout de la part des FSI, c'est la question de collision de noms. Nous sommes dans une étape où nous allons déléguer un certain nombre de domaines de haut niveau au niveau de la racine et ces noms sont déjà utilisés dans des espaces de noms privés. En fonction de la configuration des serveurs, on pourra déterminer si ces noms sont recherchés, tout d'abord dans le DNS public, ou si cette recherche est faite au niveau du DNS privé et cela est un pas critique. Il s'agit du premier endroit où l'on recherche ces noms et si ces noms sont recherchés tout d'abord dans l'espace public alors que ces noms appartiennent à l'espace privé, une collision peut se produire. Donc, un nom de domaine qui appartient à un réseau privé pourrait entrer en collision avec le même nom dans le DNS public. Un autre aspect de notre travail concerne le fait que dans certaines parties du monde l'ICANN se développe et le rôle des FSI devient de plus en plus critique car l'infrastructure est de plus en plus nécessaire et c'est ce que nous fournissons. Or, celle-ci doit être accompagnée de compétences car s'il faut faciliter l'accès, diminuer les prix pour que l'Internet puisse être accessible à tout le monde, il nous faut créer un environnement compétitif. On pourrait avancer l'argument que la concurrence n'est pas aussi nécessaire mais la réalité est que là où il y a de l'infrastructure et de la concurrence, l'accès augmente et les prix se



---

réduisent. Donc, nous sommes à l'avant-garde de l'évolution de l'Internet. Du point de vue techniques, les IDN et les variantes d'IDN sont aussi très importantes pour les FSI car l'ICANN joue un rôle central pour les FSI car c'est elle qui gère les noms de domaine de l'Internet et le travail de l'ICANN a des implications sur ce que nous faisons. Lorsqu'il s'agit de l'interaction avec les IDN, nous devons faire passer le message dans l'industrie des IDN pour que tout le monde puisse être au courant de ce qui se passe avec les IDN, et ce qu'on doit dire aux clients lorsqu'ils posent des questions et donc, de faire passer le message de façon correcte. Une autre différence est que c'est l'environnement dans lequel nous travaillons. Je vous ai dit, dès le début, que parmi nos membres, nous avons de grands FSI qui sont des sociétés de télécommunication. Comme vous le savez, les domaines des télécommunications sont très réglementés et l'un des points-clé pour les unités constitutives de l'ICANN est qu'il faut soutenir le modèle multipartite dont vous avez probablement beaucoup entendu parler au cours de cette semaine. Une fois de plus, c'est un sujet qui nous intéresse dans un espace très réglementé comme celui des télécommunications, nous essayons d'encourager l'innovation et même dans un environnement tellement réglementé, on soutient cette approche de multiples acteurs ou multipartite. Vous avez probablement entendu parler du transfert de la fonction de l'IANA, c'est maintenant un sujet central pour l'avenir et nous avons ici le rôle des fournisseurs d'accès à Internet et de connectivité car comment cette transition va-t-elle fonctionner? Comment l'Internet va-t-il être gouverné? Et c'est une réponse essentielle pour nous car la réponse pourrait avoir un impact très important sur les fournisseurs de services Internet dans tout ce qui concerne la sécurité et la stabilité. C'est une question très importante



---

pour nous aussi et nous planifions déjà notre participation à ce processus qui se développe à partir de maintenant. C'est une époque fascinante qui nous attend, dans laquelle il y a des défis à relever. Nous avons un rôle important au sein de l'ICANN. Quand l'espace de nom a été élargi, quand on est passés des noms à 3 caractères, certains de ces noms n'ont jamais été résolus. Il y avait des gens qui pensaient que ces noms n'allaient pas pouvoir être résolus parce que les noms qui dépassaient les trois caractères allaient être bloqués. Nous avons beaucoup travaillé pour essayer de comprendre quel était le problème. Donc, les développeurs de logiciels n'étaient pas au courant que l'espace des noms allait être élargi et ils travaillaient avec des noms de domaine qui n'avaient plus 3 caractères. Ces fournisseurs, avec leurs logiciels et leurs applications, n'avaient pas appliqué les changements nécessaires pour permettre que ces noms de plus de 3 caractères puissent être utilisés. C'est donc un problème que les FSI ont dû résoudre. Nous avons joué un rôle très important dans la résolution de ce problème car nous avons contribué à trouver une solution. Si l'on avait reconnu le problème plus rapidement, on aurait pu le résoudre plus rapidement aussi mais nous nous sommes rendu compte qu'il n'y avait pas un organe mondial de fournisseurs d'applications ou une association ou tous les développeurs de logiciels puissent être réunis. C'était pour cela que l'on a dû beaucoup travailler pour pouvoir travailler avec nos membres aux différents forums et différentes instances pour apporter une solution à ce problème.

Une autre partie de l'écosystème avec lequel nous travaillons sont les organisations comme l'IETF ou les Registres Régionaux d'Internet parce que les adresses IP sont, en quelque sorte, le son des ISP, des



---

Fournisseurs de Services d'Internet. Si on n'avait pas les adresses IP, on ne pourrait pas vous proposer nos services ou faire développer nos infrastructures. Une fois encore, nous avons eu un rôle très actif à la promotion de l'IPv6. Nous n'avons pas complètement résolu ce problème mais nous sommes à l'avant-garde de cet espace Internet. Peut-être que je pourrais faire une pause maintenant pour voir s'il y a des consultations ou des questions sur le travail que fait l'unité constitutive pour fournir des services Internet.

ANTHONY NIGANII:

Je suis Anthony Niganii du Canada. Vous savez probablement que les problèmes que nous avons au Canada concernent surtout le prix d'accès à Internet et le fait de ne pas avoir un marché très compétitif. Comment votre groupe pourrait-il soutenir les efforts en ce sens au bénéfice de l'utilisateur final?

TONY HOLMES:

Nous avons consacré beaucoup d'efforts à améliorer les prix et à développer l'infrastructure. Au niveau national, nous ne pouvons que donner notre avis ou faire quelques contributions mais nous nous focalisons plutôt sur les personnes chargées d'orienter certaines décisions, par exemple. Au Royaume-Uni, il y a beaucoup d'interactions. Pour vous donner un exemple, entre les FSI et l'entité de réglementation de ces questions clé. Je pense que c'est le meilleur moyen de gérer de type de choses. Dans d'autres endroits du monde, la situation est un peu différente parce qu'il y a d'autres types de problèmes. Par exemple en Afrique ou l'on peut dire que la concurrence

---

va résoudre certains de ses problèmes et va aider à développer l'infrastructure et à réduire le prix d'accès. Or, en réalité, ce qu'il faut en Afrique c'est d'encourager d'autres fournisseurs de services Internet à se développer dans cette partie du monde. C'est un petit peu comme l'œuf et la poule, l'environnement doit être adéquat pour que les fournisseurs de services Internet veuillent s'implanter dans ce marché. Il doit y avoir des encouragements pour qu'ils le fassent. L'un des bénéfices du forum sur la gouvernance de l'Internet est justement le fait qu'il y a des discussions qui ont lieu dans cet environnement sur le renforcement des capacités et les FSI participent beaucoup à ces initiatives de renforcement de capacités. Il n'y a pas de réponse simple à votre question mais une fois que l'on peut débloquer cette différente contrainte, je pense que l'on peut faire une différence.

INGLINE:

Je suis Incline de Bangladesh et ma question rejoint celle de mon collègue. Y'a-t-il des politiques ou des recommandations de politiques pour développer l'infrastructure, notamment depuis les pays européens?

TONY HOLMES:

Proposer des politiques est quelque chose de difficile à faire mais il y a des études excellentes qui ont été menées et auxquelles ont participé certains membres. Il y a aussi tout le travail qui a été fait, par exemple, à l'OCDE où l'on essaie d'identifier les initiatives clé qu'il faut mettre en place pour créer un environnement propice. Donc, il faut se pencher sur les recommandations qui découlent de ces études pour voir comment



---

les appliquer dans les différentes régions. Dans certaines parties du monde, le pouvoir de l'Internet est tellement important qu'il y a une grande quantité d'initiatives qui se mettent en place. J'espère que les organisations ou les groupes comme celui du forum sur la gouvernance de l'Internet pourraient avoir une influence sur la façon dont on peut fournir de meilleures pratiques.

VALENTINA:

Bonjour, je suis Valentina et je viens de la Roumanie. Je voulais savoir comment l'unité constitutive répond à la censure?

TONY HOLMES:

C'est une question extrêmement délicate. En tant qu'unité constitutive, nous n'avons pas de positions prises par rapport à cette question en particulier. Toutefois, on reconnaît que la façon dont les choses ont été faites dans le passé n'est pas adéquate en ce moment. Il y a une acceptation générale au sein de l'unité constitutive que ces types de problèmes sont maintenant analysés de très près. On ne soutient surtout pas la censure. Le fonctionnement d'Internet est vital. Nous voulons avoir un Internet ouvert qui puisse permettre un accès libre aux services et aux applications. Nous soutenons l'accès libre à Internet, et toute restriction qui pourrait apparaître irait contre les principes que nous soutenons.

VALENTINA:

Pourriez-vous nous donner des exemples?

TONY HOLMES:

La plupart de notre travail se focalise sur le travail quotidien lié à l'infrastructure et aux problèmes techniques que nous pouvons rencontrer. Par exemple, dans la présentation que Patrik Falstrom vous a faite, l'une des choses que l'on fait en tant qu'unité constitutive est de lire les rapports élaborés par le SSAC. Beaucoup de ces rapports ont des implications techniques pour notre travail. Donc, il nous fait les analyser pour voir comment nous pouvons améliorer nos services et résoudre les problèmes qui sont identifiés par le SSAC. Nous nous focalisons surtout sur la question de l'infrastructure. D'autre part, dans nos activités au sein de l'ICANN, nous nous concentrons sur le travail qui est fait dans la GNSO pour le développement de politiques. Nous n'avons pas travaillé spécifiquement sur des cas de censure mais peut-être qu'on pourra participer à des débats ou à des discussions avec d'autres associations et nous focaliser sur ce problème. En tant qu'unité constitutive de l'ICANN, nous sommes assez surchargés de travail, il y a tellement de choses qui se passent que nous ne pouvons pas considérer, parfois il y a des questions plus larges que l'on peut le faire ici ou dans d'autres forums. Peut-être que l'on ne peut pas le faire dans l'ICANN.

JANICE DOUMA LANGE:

Très bien. Si différentes voies peuvent être écoutées au sein de la GNSO et si ces voix disaient qu'ils veulent un processus de développement de politiques qui se penche sur les questions liées à la censure et que cela soit bien argumenté, est-ce que cette question pourrait aboutir à des politiques? Comment peut-on faire cela sachant que l'ICANN n'a pas de compétences sur le contenu de l'Internet?



TONY HOLMES: Ce type de problèmes ont des impacts sur les fournisseurs de services Internet. Ce que vous venez de dire par rapport à l'ICANN est l'explication de pourquoi cette question n'est pas traitée au sein de l'ICANN. Pourquoi? Il est clair que la mission de l'ICANN est une mission restreinte. Il y a certaines parties de l'ICANN pour lesquelles il y a un impact, ce problème résulte à un impact mais en tant qu'unité constitutive, nous ne pourrions pas prendre une position ou recommander quelque chose à moins que cela se passe par le biais de processus de développement de politiques.

WILLY: Nous avons été témoins de la conversion des technologies mobiles, la technologie 3G notamment dans les pays en développement en passant par l'infrastructure câble à ce type de technologies. Pour les fournisseurs de services Internet, est-ce que cela représente une menace ou un problème?

TONY HOLMES: Je ne verrai pas ça comme une menace mais plutôt comme une opportunité. C'est-à-dire, oui les règles du jeu changent pour les fournisseurs de services Internet mais on aura toujours besoin d'eux pour qu'ils fournissent ce type d'accès. Or, dans l'avenir, le problème est ce que vous venez d'évoquer. Le problème est d'avoir connectivité et mobilité 24h/24 et 7j/7. Je crois qu'on parle ici de l'évolution du système. Depuis le début, Internet est assez jeune et cette évolution est

---

quelque chose qui se poursuit, c'est une évolution continue. Différents problèmes vont surgir, il y aura des impacts sur la nature du business des fournisseurs de services Internet mais de toute façon, il n'y a rien de statique sur Internet. C'est un pas en avant dans un chemin d'évolution.

BENJAMIN:

Pour le registre, je m'appelle Benjamin et je viens du Nigéria. Je viens d'écouter votre intervention et je voudrais savoir s'il y a des critères de base que vos membres doivent respecter au niveau international ou régional? Par exemple, on peut venir d'un pays en développement, dans certains pays, les fournisseurs ne fournissent pas des services de bonne qualité. Par exemple, dans mon pays, il n'y a pas des accords par rapport au niveau requis de services et c'est pour cela que le service n'a pas de qualité. Si les gens ne peuvent pas payer pour un certain service, ils ne reçoivent pas ce service. D'autre part, vous avez parlé du SSAC. Je sais qu'ils élaborent des rapports, j'aurais voulu demander au représentant du SSAC comment ces rapports peuvent créer des changements dans l'industrie. Par exemple, si l'on appartient à l'unité constitutive des fournisseurs de services Internet et que l'on veut analyser ce type de questions, comment faites-vous pour faire en sorte que les utilisateurs finaux puissent être bénéficiés?

TONY HOLMES:

Votre question est très intéressante et je la comprends très bien. Je suis d'accord avec vous que dans certains endroits, les fournisseurs de services Internet fournissent des services de mauvaise qualité et que les accords concernant la qualité des services ne sont pas respectés. En tant



---

que fournisseurs de services Internet, nous devons aller dans les différents endroits du monde pour essayer de changer cette situation afin de démontrer à ces personnes qu'il y a de meilleures pratiques et pour les encourager à suivre les règles du marché et les encourager, notamment, à créer les conditions nécessaires pour que l'Internet puisse fonctionner correctement et pour que ces services puissent être accessibles dans le marché. Oui, nous pouvons les aider en orientant les fournisseurs et en leur montrant les meilleures pratiques. Nous ne pouvons pas rendre ces pratiques obligatoires. Or, maintenant l'Internet est devenu assez important dans tout le monde que les autorités des différents pays, des pays qui ne peuvent pas orienter le marché essaient de voir quels sont les bénéfices. La pire des choses est d'avoir un monopole où il n'y a pas de concurrence dans une zone en particulier, car à ce moment là, la qualité du service n'est pas forcément assurée et donc l'utilisateur n'a pas le choix d'un autre service. Cette réalité existe dans certaines zones et il faut essayer de la changer. Or, je pense que la prise de conscience croissante de l'importance de l'Internet va nous aider à changer cette situation. Autrement, nous n'allons pas jouir des bénéfices qui découlent de l'Internet comme par exemple, l'éducation, la mobilité sociale ou tous les bénéfices qui sont liés à l'Internet. Il y a des bénéfices pour les entreprises aussi. Donc, si nous voulons bénéficier de ces avantages, il faut changer les environnements opérationnels. Dans certaines zones du monde, ce changement se fait plus vite que dans d'autres endroits, mais il faut savoir que cela implique des coûts et ces coûts constituent parfois des barrières importantes. Des initiatives de formation sont mises en œuvre dans des pays en développement à l'heure actuelle pour les aider à favoriser l'accès à Internet.



---

JANICE DOUMA LANGE: Je vais remercier notre orateur invité, je sais que vous avez d'autres questions mais vous allez pouvoir contacter Tony par email pour lui envoyer toutes les questions que vous avez pendant la semaine. Sachez que Tony rentre chez lui vendredi ou samedi, donc il va être un peu occupé mais je vais vous donner son adresse au courrier électronique pour que vous puissiez lui envoyer vos questions.

TONY HOLMES: J'aimerais bien continuer le dialogue avec vous. Nous avons déjà dans notre unité constitutive beaucoup de matériels et nous menons beaucoup d'activités de diffusion et de formation dont des activités liées au programme des nouveaux GTLD. Toutes les semaines sur notre site web, nous mettons à jour la liste des noms de domaine de premier niveau qui vont être inclus ou délégués au niveau de la racine. Nous présentons des mises à jour sur les décisions qui sont prises au niveau opérationnel concernant ces nouveaux GTLD. Quand on prend ces décisions pour un nouveau gTLD en particulier, nous l'incluons dans cette liste. Nous analysons aussi les gTLD et nous essayons d'identifier les gTLD susceptibles de provoquer des problèmes de collision de noms. Bien entendu, je vous donnerais avec plaisir l'adresse par ce site web et je vais vous orienter par rapport à ces questions car nous, en tant qu'unité constitutive, nous souhaitons transmettre ces informations au reste du monde. Donc, vous êtes les bienvenus pour participer et pour faire partie de cette liste. Merci beaucoup.



---

JANICE DOUMA LANGE:           Merci beaucoup. Nous vous remercions d’être venu ici aujourd’hui. Byron? Venez nous rejoindre. Nous avons ici Byron Holland, président de la ccNSO, c’est notre dernier orateur dans notre session de cette matinée. Nous allons laisser le meilleur orateur pour la fin.

BYRON HOLLAND:               Je connais Tony, il est un très bon orateur aussi. Bonjour, merci de m’accueillir ici. Je suis le président et directeur exécutif de [Sierra?], à savoir l’opérateur des codes du pays du Canada, c’est-à-dire le point CA. Je préside également la ccNSO et je participe aussi à ce qui est nommé le panel de haut niveau ou le cinquième panel de stratégies sur la coopération et les mécanismes de gouvernance de l’Internet. On l’appelle le panel de haut niveau. Alors, je joue plusieurs rôles dans l’espace de l’Internet. L’objectif de cette présentation est de vous donner un panorama général des activités de la ccNSO mais si vous avez des questions à poser par rapport aux autres rôles que je remplis, vous pouvez les poser. Pour ce qui est des ccNSO et la manière d’y participer, c’est un groupe de membres bénévoles au sein des structures de l’ICANN. Bien qu’il y ait environs plus de 150 codes de pays, la ccNSO a 149 membres. Ces membres représentent 99% de tous les domaines avec code géographique dans le monde. Bien que nous ayons 149 membres, nous représentons presque tous les noms de domaines existants. Comme je vous l’ai dit, il s’agit d’un organe de membres bénévoles. La participation est gratuite. C’est une manière d’interagir avec l’ICANN et de participer à la gouvernance au sein de celle-ci, des mécanismes et processus de développement des politiques. Comme il s’agit d’entités indépendantes qui ont une certaine composante de



---

souveraineté, les décisions adoptées (à moins qu'elles soient adoptées par des PDP) ne sont pas obligatoires, ce qui veut dire que nous avons recours à la persuasion, au débat, aux médias pratiques, c'est-à-dire que nous avons recours à des mécanismes informels pour que le travail que nous réalisons soit adopté. On ne peut pas obliger nos membres à adopter le résultat de notre travail. Cela les distingue d'autres parties de l'organisation de l'ICANN, tout au moins cela nous différencie de la GNSO parce que quand la GNSO adopte une mesure, elle devient obligatoire. Bien souvent, nous participons en ayant recours à des groupes de travail et des groupes d'études intercommunautaires. En fait, nous travaillons beaucoup avec tous les secteurs de la communauté de l'ICANN et nous le faisons bien plus que d'autres structures de l'ICANN. Cela parce que, traditionnellement, nous travaillons beaucoup avec le GAC, bien que nous soyons séparés. Nous avons les codes géographiques et nous les présentons. En général, nous avons de bons rapports avec les gouvernements. Je veux vous dire que les codes géographiques sont délégués par l'ICANN et en général, le code géographique est délégué au gouvernement du pays ou à la juridiction correspondante. Ce gouvernement délègue l'autorité pour l'opération du code géographique à la structure de chacun de ces pays. Par exemple au Canada, le gouvernement fait recours à la communauté d'Internet qu'il consultait pour voir comment faire et à la fin des années 90, on a décidé que le mieux était d'organiser une corporation à but non lucratif. Dans beaucoup de démocraties occidentales, c'est le modèle qui est adopté. Dans d'autres cas, le code géographique appartient à une institution académique ou au gouvernement du pays en question. Dans certains cas, ceci appartient à une entité privée. Pourquoi je vous raconte tout cela? Parce que toutes ces structures de gouvernance ont



---

leurs origines au gouvernement et aux Etats souverains. Cela est très important lorsqu'on considère les codes géographiques et les rapports avec les gouvernements. Donc, voilà pourquoi nous sommes séparés du GAC mais bien souvent, nous travaillons conjointement pour ce qui est des questions concernant la souveraineté, la délégation et la re-délégation des codes géographiques. On traite justement ces questions à la CNSO. Donc, la communauté des codes géographiques n'a pas de contrats avec l'ICANN ou avec l'IANA et voilà une différence très importante entre nous et les acteurs des gTLD ou d'autres acteurs qui ont signé un accord contraignant avec l'ICANN. Au fil du temps, l'ICANN a essayé de nous encourager à changer un certain nombre de documents mais nous n'avons pas de contrats signés avec l'ICANN à cause de la nature souveraine de notre organisation. Cela nous permet d'avoir une perspective unique dans l'univers de l'ICANN. Nous participons mais notre opération se fait au sein de la ccNSO de manière unique et indépendante justement sur la base des questions de souveraineté que nous traitons. Nous travaillons beaucoup entre nous dans les pays correspondants de manière très active avec la communauté de l'Internet parce que ce que nous essayons de faire est de représenter la communauté de l'Internet de manière plus vaste comme nous le faisons au sein de l'ICANN, par exemple. Nous créons des capacités de nos pays en pensant toujours que nous ne sommes pas un groupe homogène, ce qui varie d'un pays à l'autre. Or, bien souvent, nous devons essayer de développer des capacités ou de former nos pays, c'est bon de voir que nos gens participent. Ils n'interagissent pas nécessairement avec le gouvernement mais interagissent avec les codes géographiques dans chacun de nos pays. Nous participons aux réunions de l'ICANN, de l'IGEF, etc. Donc, il y a plusieurs modalités de participer à



---

l'espace de la gouvernance de l'Internet à l'ICANN. Nous avons la ccNSO, nous pouvons participer à l'IGEF et dans d'autres structures, à travers notre code géographique respectif. Les codes géographiques de pays s'adaptent à la culture locale et chacun doit comprendre son code géographique local et voir quelles en sont les opportunités. Quand nous sommes venus ici à l'ICANN, les réunions sont ouvertes, on se réunit les mardis pendant toute la journée, ainsi que les mercredis et d'ici peu, je vais devoir vous quitter parce qu'une autre séance va commencer à 9h. Vous êtes les bienvenus à participer à notre réunion, nous travaillons sur les questions concernant l'Internet, sur les meilleures pratiques dans chaque pays. Il est clair que maintenant nous sommes ciblés sur la gouvernance de l'Internet et sur la proposition de l'NTIA de se retirer de son rôle de surveillance de l'écosystème d'Internet et de l'IANA. Cela est très important pour nous. Il est clair que ce n'est pas la seule question concernant la gouvernance de l'Internet en ce moment-ci. Toutefois, l'IANA est une fonction par le biais de laquelle nos zones géographiques peuvent arriver à la racine, c'est-à-dire que l'IANA met nos zones à nous dans des zones racines, alors avant d'arriver au 1000 gTLD ou jusqu'à ce moment là, nous étions le client le plus important de l'IANA parce qu'il y avait bien plus de codes géographiques que de domaines génériques. L'IANA est donc très importante pour nous que ce soit au niveau technique ou administratif mais aussi au niveau des politiques ou au niveau gouvernemental. Pourquoi? Parce que si nous revenons à la question de souveraineté et à nos rapports avec le gouvernement, il faut voir comment mettre en place les politiques au niveau technique, et cela est très important pour nous. Bien que pas mal de gens considèrent que l'IANA est une fonction technique, en fait, c'est une intersection entre souveraineté politique et technologie et l'IANA réunit



---

ces trois aspects. Lorsqu'on enlève le NTIA de l'équation et on continue de voir ce panorama, la prochaine question à traiter aura trait à la souveraineté des codes géographiques dans la fonction de l'IANA parce que la politique n'est pas très claire par rapport à la délégation et à la re-délégation des codes géographiques. On est tous au courant que les circonstances changent d'un pays à un autre, alors que se passe-t-il quand il n'y a pas d'accord sur un code géographique dans un pays déterminé. On peut voir qu'il y a des questions politiques qui arrivent à l'ICANN, qui est un organisme technique en définitive, ce qui apparaît comme étant un problème dans les jours et les semaines antérieures. Je vous conseille de faire attention aux questions concernant les codes géographiques parce que ce sera le prochain sujet important à traiter. A l'ICANN au sein de la ccNSO, on traite de toutes ces questions. Comme je vous l'ai dit, nous représentons la plupart des domaines, nous avons la représentation de 149 codes géographiques sur un total de 249, mais il y a des organisations qui peuvent accéder aux opérateurs de codes géographiques et qui n'appartiennent pas à la ccNSO. Nous avons un bon rapport avec ces autres organisations et c'est l'occasion pour que ces organisations participent à ce monde ou à cet univers. Ces questions feront aussi partie de la manière dont nous traitons les délégations ou les re-délégations controversées, mais dans le forum où nous traitons de toutes ces questions, c'est justement l'ICANN. Voilà ce que nous faisons, mais je suis très intéressé, avec plaisir, de voir comment réussir à une plus grande participation. Excusez-moi si je ne suis pas politiquement correct mais vous allez voir que dans les réunions de l'ICANN, ceux qui ont la parole sont des personnes âgées. Nous avons besoin d'une nouvelle génération qui nous donne son opinion et son feedback. Cette organisation, nous même ainsi que la gouvernance de



---

l'Internet a besoin de tenir compte de toutes ces nouvelles personnes et d'être plus accessibles.

ANTHONY NIGANII:

Je m'appelle Anthony Niganii du Canada et ma question est la suivante. Probablement, vous devez comprendre pourquoi je pose cette question: Il existe un enjeu d'être le gouvernement d'un territoire ou avoir la reconnaissance du Canada, alors comment ces populations peuvent-elles participer? Elles ne sont pas un pays mais ces populations se considèrent comme étant une nation, on parle des populations autochtones ; c'est un problème non seulement au Canada mais dans d'autres pays pour les peuples autochtones. Vous avez une idée à propos de cela ou est-ce que c'est quelque chose de tout neuf?

BYRON HOLLAND:

Vous dites qu'il puisse avoir un code de pays?

ANTHONY NIGANII:

Oui.

BYRON HOLLAND:

Bon, les codes de pays qui sont à la droite du point sont des codes de pays qui surgissent de la liste ISO3166. Nous n'avons pas de participations dans ce change, on est sur la liste ou on n'est pas sur la liste, un point c'est tout. Nous prenons cette liste et les codes de pays surgissent de cette liste, c'est tout.



NON-IDENTIFIE:

Je m'appelle le boursier de l'ICANN du Pakistan et je parle à titre personnel. Quelles sont les exigences pour faire partie de la ccNSO? Il faut être un opérateur de registres, un bureau d'enregistrement ou est-ce que toute personne peut appartenir à la ccNSO? Parce que le ccTLD de mon pays n'est pas membre de la ccNSO? Donc, je voudrais le savoir.

Il y a certains ccTLD qui ne sont pas utilisés comme des ccTLD, par exemple, .tv ou .co. C'est plutôt quelque chose de commercial, est-ce qu'ils ont appartenus à la ccNSO?

BYRON HOLLAND:

La réponse à la première question est la suivante. L'opérateur de registres est celui qui peut être membre de la ccNSO. Par exemple, ni le bureau d'enregistrement ni tout autre acteur légitime. Nos membres sont seulement eux qui opèrent le code géographique et le registre de codes géographiques pour un pays donné. Voilà le seul type de membres qui sont acceptés. Pour ce qui est de la deuxième question, à savoir comment une communauté Internet décide de fonctionner ou à opérer le code géographique, c'est un droit souverain de la communauté Internet de chacun des pays en particulier et nous, comme communauté des codes géographiques, nous n'interférons pas sur les méthodologies opérationnelles de chacun des pays. Il y en a qui sont arrivés à une méthodologie très commerciale et il y en a d'autres, par exemple, beaucoup de codes géographiques ont commencé avec une université. Une des instances de tout ce spectre. De l'autre côté du spectre, il y a la partie commerciale qui utilise les codes géographiques



---

de manière commerciale ou liée au marketing, mais nous n'avons pas de politiques là-dessus.

JANICE DOUMA LANGE: Nous allons recevoir une seule question et puis nous devons finir notre séance. Pourquoi vous attirer l'attention comme ça? Allez.

NON-IDENTIFIE: Je suis le boursier du Sénégal. Notre code géographique.sn est un code de pays. Nous voulons savoir comment pouvons-nous aborder la question avec le GAC, c'est une question plutôt nationale. Comment pouvons-nous traiter la question devant le GAC qui s'occupe de ces politiques?

BYRON HOLLAND: Je ne suis pas sur d'avoir compris votre question sur le fait d'être membre du GAC, que votre pays puisse être membre du GAC ou que votre opérateur le soit... Je n'ai pas bien compris.

Excusez-moi. C'est une question d'audio.

NON-IDENTIFIE: Il y a la ccNSO et le GAC à haut niveau, comment font-ils pour travailler ensemble? Notre code géographique est un code national, c'est comme notre drapeau national sur Internet, alors comment ils travaillent entre eux?

BRYON HOLLAND:

Ah voilà maintenant j'ai compris. Nous jouons des rôles indépendants. Traditionnellement, nous travaillons ensemble même si l'on est des entités séparées. Même dans ce cas, nous faisons du travail conjoint ou intercommunautaire par le biais d'un groupe de travail. Par exemple, il y a un groupe de travail qui va traiter la question de la délégation et la re-délégation des codes géographiques entre le GAC et la GNSO. Nous travaillons aussi sur les noms de pays et de territoires qui concernent plusieurs questions politiques, pensez à point pantagone ou point amazon. C'est-à-dire que nous travaillons ensemble en utilisant des groupes de travail pour aborder des questions qui affectent les deux entités et nous le faisons beaucoup plus que d'autres groupes indépendants. En outre, on se connaît bien parce que, pour moi, c'est bon de connaître le représentant du Canada, savoir ce qu'il fait et pouvoir parler avec mon représentant pour pouvoir travailler dans la même syntonie et nous donnons toujours notre soutien sur le cas particulier du Canada.

JANICE DOUMA LANGE:

Nous allons quitter la salle non seulement pour que Byron puisse assister à sa prochaine réunion mais pour que le GAC puisse commencer son travail de la journée. Vous pouvez envoyer vos consultations à Byron, à Gabby ou à Christina. Vous pouvez m'envoyer les questions et je vais les faire parvenir à Byron et son équipe. Byron, merci beaucoup de nous avoir accompagnés pendant ce matin.



---

Souvenez-vous que nous allons nous retrouver à 5h de l'après-midi dans le salon Moore avec John Crane et l'équipe de la sécurité, et aussi avec les autres forces de sécurité.

